

Point d'actualités Coronavirus Italie au 25 mars

FAM d'après informations SER / CAA de la zone

Le bilan sanitaire du jour (24/03 à 18h00) en Italie est le suivant : 69 176 personnes contaminées (+5249) dont 8326 personnes guéries (+894) et 6820 personnes décédées (+743). Poursuite du ralentissement de la hausse des contagions mais pas des décès.

A propos des contagions, le chef de la protection civile italienne, Angelo Borrelli, estime crédible l'hypothèse que le nombre de personnes réellement contaminées soit dix fois supérieur à celui des personnes recensées.

Action du gouvernement : Le conseil des ministres de cet après-midi a approuvé un nouveau décret-loi de « mesures urgentes pour faire face à l'urgence épidémiologique du COVID-19 ».

Ce texte poursuit plusieurs objectifs :

- Réorganiser au sein d'un instrument unique les diverses mesures de restriction qui se sont empilées depuis plusieurs semaines ;
- Clarifier le mode de fonctionnement institutionnel et la répartition des rôles entre le gouvernement et le Parlement. Le Président du Conseil rendra compte tous les 15 jours devant le Parlement ;
- Clarifier l'articulation entre les textes nationaux et les ordonnances prises au niveau régional (pour info, la compétence en matière de santé appartient aux régions). Les règles nationales prises au niveau législatif (loi, décret-loi, décret législatif) se substitueront aux règles régionales antérieures. Les régions pourraient toutefois intervenir pour préciser ultérieurement les règles nationales ;
- Durcir les sanctions pour ceux qui ne respectent pas les règles de confinement, de restriction des déplacements et de respect des distances interpersonnelles.

Transports : Cf fiche faisant état de l'activité des transports en Italie, notamment s'agissant du fret.

Agriculture :

Contexte Fruits et légumes : un épisode de gel, lié au passage d'une masse d'air froid en provenance de Russie, survenu durant la nuit du 23 au 24 mars, a fortement endommagé les vergers et la production dans certaines régions du pays, en particulier en Emilie-Romagne et Lombardie, deux régions déjà confrontées à la punaise diabolique et aux conséquences de l'épidémie de Covid-19, mais également Abruzzes et Pouilles. Les dommages les plus importants concernent les vergers de fruits à noyaux, en particulier abricots mais également pêches nectarines, prunes, cerises, ainsi que les kiwis et les primeurs en phase de production.

Pénurie de main d'œuvre agricole :

Le ministère de l'intérieur prolonge la durée des permis de séjour pour travail saisonnier. La prolongation s'étend jusqu'au 15 juin et concerne les permis dont l'échéance était prévue entre le 31 janvier et le 15 avril. Cette mesure faisait partie des demandes de la Coldiretti afin d'éviter le manque de main d'œuvre dans le secteur des fruits et légumes, exigence rendue d'autant plus nécessaire en raison de la maturation précoce, après un hiver doux, des primeurs comme les fraises et les asperges.

En revanche, le gouvernement n'a pour l'œuvre pas donné suite à l'une des autres demandes des organisations agricoles, à savoir la simplification des Voucher agricoles afin de permettre des conditions de recrutement plus faciles du "gisement" de main d'œuvre disponible, notamment les personnes actuellement au chômage technique, les étudiants et les retraités.

La Confagricoltura demande à l'Union européenne la mise en place de "couloirs" afin de faciliter la mobilité des travailleurs entre les pays.

Le ministère de l'agriculture dressera rapidement la cartographie des besoins en main d'œuvre sur l'ensemble du territoire, afin de faciliter la mise en relation de l'offre et de la demande en main d'œuvre. La ministre Bellanova indique également son souhait d'assurer la sécurité sanitaire des installations temporaires abritant de nombreux ouvriers agricoles (majoritairement étrangers) et l'accès de ses derniers à une alimentation en quantité suffisante, afin d'éviter une "crise sanitaire et humanitaire".

Mouvements de grève :

Alors que les appels à la grève se sont multipliés au niveau national dans plusieurs secteurs, les mots d'ordre syndicaux divergent entre le stade de la production agricole et celui de l'industrie agroalimentaire.

Certaines organisations syndicales représentatives des ouvriers agricoles employés dans les champs s'inquiètent des risques encourus par ces derniers notamment lors de leur transport par bus entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail, pendant lequel les mesures de protection ne sont pas respectées. Le syndicat Unione Sindacale di Base s'associe à ce titre à l'appel à la grève.

En revanche, pas d'appel à la grève à ce stade pour les syndicats de l'agroalimentaire, même si les préoccupations relatives à la sécurité des travailleurs sont rappelées avec force par les différentes organisations : Union italienne des salariés de l'industrie agroalimentaire (UILA), FAI CISL (qui n'exclut cependant pas le recours à la grève in fine si nécessaire).